

# CÔTE D'IVOIRE



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 322 460 km<sup>2</sup>

Population : 28,2 millions d'habitants

Densité : 87 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 2,5 %

Part de la population urbaine : 52,7 %

## Économie

Notation de la dette souveraine (Fitch, 2023) : BB-

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021/2022 : 159<sup>e</sup>/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2022) : 3,7

Taux de change effectif réel (moyenne 2018-2022), base 100 en 2010 : 96,8 (95,8 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Risque de surendettement (FMI, 2023) : modéré

PIB par habitant (2022) : 2 486,4 dollars

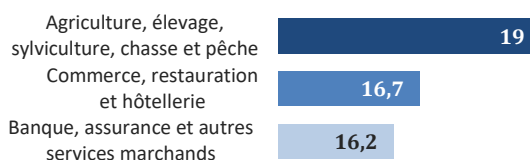
Taux de croissance (2022) : 6,7 %

Inflation (2022) : 5,2 %

PIB (2022) : 43 682 milliards XOF/  
70,0 milliards de dollars US

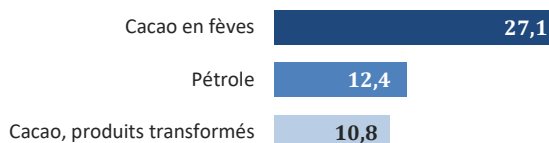
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2018-2022)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2018-2022)



## Développement humain et infrastructures



**58,9 ans**

Espérance de vie



**29,8 %**

Population sous le seuil de pauvreté



**70,9 %**

Accès à l'eau potable



**7,5 %**

Mortalité infantile



**37,2**

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**71,1 %**

Accès à l'électricité



**7,7 %**

Prévalence de la malnutrition dans la population totale



**89,9 %**

Alphabétisation des adultes



**162,2**

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**151/191**

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**51 %**

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**57,5 %**

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

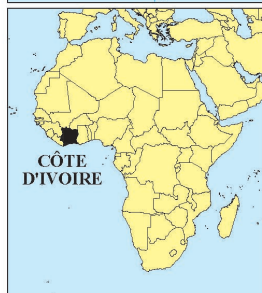
## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2023 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Avertissements, sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



	Capitale d'État (plus de 200 000 hab.)		Limite de district		Autoroute
	Capitale administrative (plus de 4 000 000 hab.)	<b>LACS</b>	Nom de district		Route principale
	Plus de 500 000 hab.	<b>Daloa</b>	Chef-lieu de district		Autre route
	Plus de 200 000 hab.	<b>ABIDJAN et YAMOOUSSOUKRO</b>	ABIDJAN et YAMOOUSSOUKRO sont des districts autonomes		Piste
	Plus de 100 000 hab.		Limite de région		Voie ferrée
	Plus de 50 000 hab.	<b>MARAHOUÉ</b>	Nom de région		Aéroport, aérodrome
	Plus de 20 000 hab.	<b>Aboisso</b>	Chef-lieu de région		Barrage, chute
	Autre ville ou localité	<b>BAKOUE</b>	Groupe ethnique		Parc national ou réserve

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, direction des Archives (pôle géographique) © Janvier 2016

## Faits saillants

- **La croissance économique reste robuste en 2022, et atteint 6,7%, contre 7,4% en 2021.** L'inflation s'est accélérée, passant de 4,2% en 2021 à 5,2% en 2022, principalement du fait du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques sous l'effet de la guerre russe en Ukraine. Le déficit budgétaire s'est creusé à 6,8%, contre 4,9 % en 2021, entraînant une forte hausse de la dette publique (56,7% du PIB). Le risque de surendettement demeure modéré selon le FMI.
- **Les perspectives de moyen terme sont favorables,** avec l'entrée en production du gisement gazier et pétrolier « Baleine » dès 2023, l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations en 2024 et l'accélération des réformes du Plan national de développement (PND) 2021-2025. La croissance économique dépasserait ainsi 6 % sur la période 2023-2026. Si une politique de consolidation prudente (retour au plafond communautaire de 3 % en 2025) et le ralentissement en cours de l'inflation confortent ces prévisions, elles restent néanmoins tributaires d'importants aléas sécuritaires régionaux et climatiques.
- **Après la réélection d'Alassane Ouattara à la présidence de la République le 31 octobre 2020 (3<sup>e</sup> mandat de cinq ans) et les élections législatives de mars 2021, les élections municipales et régionales de septembre 2023 ont conforté le parti présidentiel.** Le pays doit cependant composer avec un environnement régional difficile, avec sur sa frontière nord deux putschs, au Mali et au Burkina Faso (d'où fuient un nombre croissant de réfugiés), et un coup d'État au Niger en juillet 2023.
- **La Côte d'Ivoire reste confrontée au défi de la transformation structurelle de son économie, caractérisée par de faibles indicateurs socio-économiques.** Le PND 2021-2025 ambitionne d'engager cette transformation en encourageant notamment l'intégration des chaînes de valeur agricoles/industrielles et le développement du secteur éducatif et de la formation professionnelle. Ces efforts sont soutenus par les partenaires de développement du pays et le Fonds monétaire international (FMI), sous la forme d'une facilité élargie de crédit (FEC) et le mécanisme élargi de crédit (MEDC) mis en place en mai 2023 et suivis d'une première revue du programme en novembre 2023.

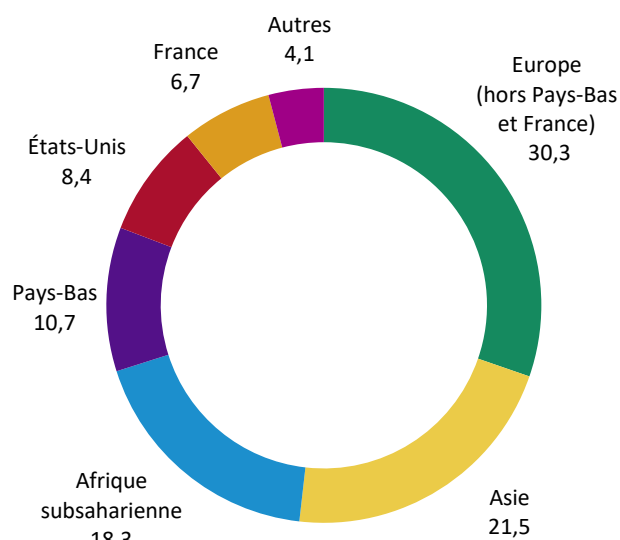
## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Côte d'Ivoire est devenue l'une des plus dynamiques d'Afrique subsaharienne (ASS). Elle contribue à près de 40% du PIB et à 42 % des exportations de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Sur la période 2012-2022, la croissance moyenne du PIB réel de la Côte d'Ivoire dépasse 7%, soit un rythme supérieur au reste de l'ASS comme à l'UEMOA. Le secteur primaire représente autour de 18 % du PIB, tandis que la part du secteur secondaire, à 24%, a peu varié depuis 2012. Prépondérant à 58% du PIB, le secteur tertiaire est dominé par les télécommunications, les transports, le commerce et les activités financières.

Grâce à une croissance économique élevée depuis 2012, la pauvreté a reculé, mais les indicateurs sociaux s'améliorent plus lentement. Sur la dernière décennie, le taux de pauvreté est revenu de 35% de la population

### Destinations des exportations de la Côte d'Ivoire (2017-2021)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

en 2012 à environ 30 % en 2022. D'après la Banque africaine de développement (BAfD) <sup>1</sup>, le taux d'emplois vulnérables <sup>2</sup> dépasse 70 %, ce qui traduit l'importance de l'économie informelle. Cette situation touche particulièrement les femmes et les jeunes. Des disparités géographiques majeures persistent ; ainsi, 80 % de l'activité économique du pays est concentrée sur la ville portuaire d'Abidjan, qui abrite moins du quart de la population. L'espérance de vie demeure faible (58,9 ans) et la mortalité infantile élevée (7,5 %). La Côte d'Ivoire est classée au 159<sup>e</sup> rang sur les 191 pays évalués à l'indice 2022 de développement humain <sup>3</sup>, en intégrant pour la première fois la catégorie des pays à IDH moyen.

### Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Côte d'Ivoire

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2020-2021	2021-2022	2022-2023
<b>Cacao</b>	<b>2 172,7</b>	<b>2 228,4</b>	<b>2 100,0</b>
Prix indicatif d'achat	1 000,0	825,0	900,0
<b>Café</b>	<b>82,4</b>	<b>61,3</b>	<b>105,0</b>
Prix moyen d'achat aux producteurs	550,0	700,0	750,0
<b>Coton-graine</b>	<b>506,4</b>	<b>559,5</b>	<b>539,6</b>
Prix d'achat aux producteurs	300,0	300,0	310,0
<b>Anacarde</b>	<b>848,7</b>	<b>968,7</b>	<b>1 038,5</b>
Prix d'achat aux producteurs	400,0	305,0	315,0
<b>Maïs</b>	<b>1 175,7</b>	<b>1 139,6</b>	<b>1 173,7</b>
<b>Riz paddy</b>	<b>1 481,2</b>	<b>1 659,0</b>	<b>1 708,8</b>
<b>Manioc</b>	<b>6 443,6</b>	<b>6 302,3</b>	<b>6 352,8</b>
<b>Igname</b>	<b>7 654,6</b>	<b>7 589,8</b>	<b>7 650,5</b>

### Principales productions extractives de la Côte d'Ivoire

	2020	2021	2022
<b>Pétrole</b> (milliers de barils)	<b>10 642,5</b>	<b>9 908,9</b>	<b>9 362,0</b>
<b>Or</b> (tonnes)	<b>38,5</b>	<b>40,0</b>	<b>43,0</b>

Sources : BCEAO et administrations nationales.

### L'économie ivoirienne dépend toujours fortement des matières premières agricoles.

Le pays est le premier producteur mondial de cacao (environ 40 % des exportations) et d'anacardes, mais il ne bénéficie pas de toute la valeur ajoutée de ses filières agricoles en raison de la faible proportion de produits agricoles transformés localement. Le secteur marchand est moins diversifié qu'attendu au regard du niveau de revenu du pays <sup>4</sup>. Par ailleurs, sur la période 2017-2021, près de la moitié des exportations sont dirigées vers l'Europe, tandis que l'Afrique subsaharienne absorbe moins de 20 % du total des exportations.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

### La croissance économique reste robuste en 2022, et atteint 6,7%, contre 7,4% en 2021 et 2,0% en 2020.

Ce léger ralentissement provient d'une moindre contribution du secteur primaire à la croissance du PIB réel (0,1 point de pourcentage [pp], contre 0,6 en 2021), liée notamment à la baisse de la production de cacao. La part du secteur secondaire s'est renforcée (à 2,0 pp, contre 1,7 en 2021), portée par le secteur extractif et le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), avec la poursuite des chantiers d'infrastructure, et ce malgré

le repli des industries manufacturières (0,7 pp, contre 1,3 en 2021). Le secteur tertiaire décélère après une année 2021 exceptionnelle (+ 4,6 pp, contre + 5,1 en 2021), mais reste très au-delà de sa tendance pré-Covid (2,2 pp en moyenne entre 2017 et 2019). Sur le plan de la demande, la formation brute de capital fixe devient le premier poste contributeur à la croissance (+ 3,7 pp), et prend le relais de la consommation finale privée (3,1 pp, contre 5,4 en 2021) et publique (0,5 pp, contre 0,8 en 2021). La contribution du secteur extérieur se redresse (1,5 pp, contre 0,1 en 2021) et se rapproche de son niveau de 2019 (1,7 pp).

### Les perspectives pour 2023 et le moyen terme s'avèrent favorables,

grâce au développement du secteur des hydrocarbures et à la dynamique des réformes et investissements de diversification économique inclus dans le Programme national de développement (PND 2021-2025). La croissance devrait profiter en particulier de deux projets nationaux à forte intensité capitalistique. D'abord, la mise en exploitation du gisement pétrolier et gazier *offshore* « Baleine », dont la production a débuté en 2023 et devrait atteindre son plein potentiel en 2027. Les réserves ont récemment été réévaluées à 2,5 milliards de barils de pétrole brut

<sup>1</sup> BAfD (2018), « Marchés du travail et emplois en Afrique de l'ouest », Documents de travail, n° 297, juin.

<sup>2</sup> Part des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés dans le total des emplois (Bureau international du travail, BIT)

<sup>3</sup> Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) (2022), Human Development Report 2021-2022, septembre.

<sup>4</sup> Cf. Center for international Development, The Atlas of economic complexity, Harvard : <https://atlas.cid.harvard.edu/countries/44>

et 3,3 milliards de pieds cubes de gaz naturel. Le gisement représenterait une part importante de la production totale d'hydrocarbures du pays : d'ici 2027, la production de pétrole devrait tripler et celle de gaz augmenter de 11%. Ensuite, l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations en janvier 2024 devrait bénéficier aux secteurs du tourisme, des transports et du BTP. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit ainsi que la Côte d'Ivoire devrait maintenir une croissance annuelle supérieure à 6% sur la période 2023-2026.

**Les tensions inflationnistes se sont renforcées. La progression des prix à la consommation atteint 5,2 % en moyenne annuelle en 2022, après 4,2 % en 2021.** Cette hausse reflète avant tout l'impact du renchérissement des produits alimentaires et du pétrole sur les marchés internationaux consécutif à la guerre russe en Ukraine. L'inflation demeure cependant en deçà de la moyenne des pays de l'UEMOA (+ 7,4 %) et de la moyenne observée en ASS (14,5 % en 2022, selon le FMI), principalement grâce aux mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère et à l'ancrage de la monnaie à l'euro. Ces pressions devraient s'atténuer en 2023, avec un repli de l'inflation à 4,7 % qui se poursuivrait jusqu'à 2026 (2,2 % selon le FMI).

**Le déficit des transactions courantes s'est fortement creusé en 2022, à 6,3 % du PIB, contre 4,0 % en 2021.** Il découle principalement de la contraction du surplus de la balance des biens (-63,2%, à 622,7 milliards XOF) liée à la forte augmentation des importations FOB énergétiques et alimentaires (+40,8%), partiellement compensée par la hausse des exportations (+20,0%). L'aggravation du déficit de la balance des services se poursuit (+8,2%, après +20,4% en 2021), surtout en raison de la hausse des coûts de transport et d'assurance des marchandises importées (+11,8%). Par ailleurs, le solde du compte financier a atteint 2 376,3 milliards en 2022 (contre 2 595,3 en 2021), en raison d'une baisse des investissements de portefeuille (-44,1%), que ne compense pas la hausse des investissements directs étrangers (IDE, +16,5%).

**Le déficit budgétaire (base engagements, dons compris) s'est creusé à 6,8 % du PIB (après 4,9 % en 2021).** Cette aggravation procède essentiellement des mesures gouvernementales pour préserver le pouvoir d'achat des populations (subvention du prix du pétrole, revalorisation des salaires des fonctionnaires et du salaire minimum, plafonnement du prix des produits de grande consommation), ainsi que de la majoration des

## Activité économique et inflation en Côte d'Ivoire (en %)

	2019	2020	2021	2022
<b>Variation annuelle du PIB</b>	6,2	2,0	7,4	6,9
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	0,8	2,4	4,2	4,7

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BCEAO.

dépenses de sécurité. Les dépenses courantes ont progressé de 5,4% en 2022, alors que la hausse des recettes budgétaires s'est limitée à 3,3%. En croissance rapide au cours des années précédentes, les dépenses en capital ont de nouveau significativement augmenté en 2022 (+37,3%). Selon le FMI, le déficit budgétaire devrait se replier à 5,2% en 2023 grâce à la réduction des subventions, notamment sur les produits alimentaires de base et les carburants, tout en continuant à soutenir les populations les plus vulnérables grâce à des transferts monétaires ciblés.

**La dette publique s'est accrue à un rythme accéléré en 2022, et représente 56,7% du PIB (+5,8 pp).** Le service de la dette (remboursement en capital et intérêts) a également fortement augmenté du fait d'une hausse des paiements d'intérêts et d'un raccourcissement des maturités des emprunts non concessionnels dans un contexte de resserrement des conditions d'emprunt sur le marché régional. Le niveau de la dette publique reste inférieur à la moyenne des pays de l'UEMOA (57,5%) et le risque de surendettement du pays est modéré d'après le FMI. La notation du risque souverain de la Côte d'Ivoire figure parmi les plus élevées de l'ASS, à BB- avec une perspective stable (classement de l'agence Fitch). Un retour de la Côte d'Ivoire sur le marché des eurobonds (euro-obligations) est envisagé dès 2024, et le FMI table sur un volume d'émissions de l'ordre de 1,5 milliard de dollars US d'ici 2026.

**Le FMI a approuvé en mai 2023 un programme d'un montant total de 2 601,6 millions de DTS (environ 3,5 milliards de dollars US), sur 40 mois, au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC).** Ce programme accompagne les efforts de consolidation budgétaire des autorités vers l'objectif de convergence de l'UEMOA en matière de déficit public d'ici 2025 (3% du PIB), tout en permettant au pays d'entreprendre les réformes nécessaires pour rejoindre d'ici 2030 le cercle des pays émergents,

dans la tranche supérieure de revenu. Lors de la première revue du programme en novembre 2023, le FMI a jugé les performances du pays solides.

**Selon le FMI, les efforts de consolidation budgétaire passent par une bonne maîtrise des dépenses et surtout une meilleure mobilisation des ressources fiscales.** Ces dernières représentent 12,4 % du PIB en moyenne depuis 2016, au-dessous de l'objectif de convergence fiscale de l'UEMOA fixée à 20 % du PIB. Si l'efficacité de la collecte s'est accrue grâce à la numérisation des services fiscaux, le FMI invite à poursuivre la rationalisation des exonérations fiscales (notamment sur la TVA) et les efforts pour une meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Une réorientation des dépenses publiques en faveur de l'investissement, de la convergence sociale et de la prestation de services dans les régions mal desservies apparaît également nécessaire.

**L'activité et la rentabilité du secteur bancaire se sont significativement améliorées en 2022.** Le bilan consolidé des établissements de crédit a continué à croître rapidement (+ 16,2 %), tandis que le taux brut de créances en souffrance est revenu à 7,8 % (- 1,3 pp) et que le taux de provisionnement des portefeuilles de crédit a progressé à 69,3 % en 2022 (+ 3,7 pp). Le taux de marge nette du secteur (mesuré par le rapport du résultat net au produit net bancaire) progresse ainsi de 34,7 % en 2021 à 35,7 % en 2022, et suit une augmentation importante depuis 2020 (+ 28,0 %). Le coefficient de rentabilité des fonds propres (mesuré par le rapport du résultat net aux fonds propres) se stabilise à 19,9 % en 2022, après avoir augmenté entre 2020 et 2021 (de 17,1 à 19,8 %). La solvabilité des banques s'améliore, avec un ratio de couverture des risques de 13,1 % à fin 2022 (en hausse de 0,4 pp par rapport à 2021), qui reste cependant inférieur à la moyenne de l'UEMOA (13,3 %).

## ENJEUX ET DÉFIS

**La succession des crises depuis 2020 exacerbe les défis auxquels fait face la Côte d'Ivoire, dans un contexte de resserrement des conditions financières internationales et d'instabilité politique et sécuritaire de la région.** Une hausse forte et durable des prix alimentaires et de l'énergie pourrait contribuer à accroître les inégalités en frappant de manière disproportionnée les plus

précaires. Dans un contexte de déficits budgétaires déjà élevés, la politique budgétaire doit transiger avec des dilemmes de court et moyen terme importants. Ainsi, elle doit de mettre en place des mesures nécessaires et immédiates de lutte contre les effets des crises, mais aussi dégager des marges de manœuvre pour assurer le financement des investissements productifs et des Objectifs de développement durable (ODD, à l'Agenda 2030 des Nations unies).

**Le pays fait également face à des enjeux sécuritaires régionaux importants.** Le premier défi provient de l'afflux de réfugiés, limité à ce stade, mais en forte augmentation (près de 14 000 début 2023, 31 000 à fin juillet) dans sa partie nord, frontalière avec le Burkina Faso et le Mali. Ces personnes fuient principalement les violences djihadistes dans les pays voisins, ce qui exerce une pression sur les communautés locales dans les régions nord du pays. Les autorités ivoiriennes ont installé des centres pour les accueillir et leur fournir les services de base, qui pourraient ne pas suffire face au nombre d'arrivées toujours croissant. Le second défi porte plus généralement sur les risques de contagion, politiques et sécuritaires, après le putsch au Niger en juillet 2023, et sur les coûts budgétaires des mesures de sécurité nécessaires pour limiter ces risques. La bonne tenue des élections municipales et régionales de septembre 2023 donne un signal positif de robustesse des institutions démocratiques ivoiriennes, avant l'élection présidentielle de 2025.

**Si en particulier le maintien de taux de croissance élevés est nécessaire pour que la pauvreté recule, cette croissance doit devenir plus inclusive.** Bien que la Côte d'Ivoire affiche un revenu par habitant supérieur à ses voisins, l'espérance de vie s'avère inférieure à celle de certains des pays les moins avancés (PMA). Le FMI <sup>5</sup> souligne les retards en matière d'inclusion par rapport à des pays comparables et insiste notamment sur la nécessité de continuer à améliorer le climat des affaires et la gouvernance, de réorienter les dépenses publiques et d'accroître la collecte des ressources fiscales, ainsi que d'augmenter la couverture des filets sociaux et des services publics.

**Par son poids économique, le secteur agricole demeure un enjeu central, et notamment la filière du cacao.** La Côte d'Ivoire et le Ghana, qui représentent les

<sup>5</sup> FMI (2023), Côte d'Ivoire. IMF Country Report, n° 2023/204, juin.

deux tiers de l'offre mondiale de cacao, ont créé l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (Iccig) en 2018. L'objectif de cette organisation régionale consiste à approfondir la collaboration entre les deux pays, en s'engageant pour une cacaoculture durable qui passe par la lutte contre la déforestation et le travail des enfants, et par l'amélioration des revenus des producteurs de cacao. Sur ce dernier point, les deux pays ont créé un mécanisme de compensation en 2019, appelé « différentiel de revenu décent », qui prévoit le versement d'une prime aux producteurs en cas de baisse des cours. Le gouvernement s'est par ailleurs engagé dans une politique qui vise à remonter la chaîne de valeur et à développer massivement le secteur de la transformation. Plusieurs usines de transformation du cacao sont ainsi en construction, notamment à Abidjan et San Pedro, aidées par des incitations fiscales et des investissements publics. La Côte d'Ivoire ambitionne de transformer 50 % du cacao récolté d'ici 2025 (contre 33 % en 2022 et 28 % en 2020).

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Le Plan national de développement (PND) 2021-2025, élaboré en 2020 avec l'appui technique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a pour objectif de réaliser la transformation économique et sociale nécessaire pour hisser la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Il fixe un objectif de croissance annuelle du PIB de 7,7 % (qui doit être atteint grâce à une hausse de l'investissement privé, de 14,4 à 22,7 % du PIB) et à un doublement du PIB par habitant d'ici 2030. Parmi les six piliers qui structurent ce plan figurent le développement du secteur privé et de l'investissement, le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale. En parallèle, le gouvernement a déployé des programmes sociaux (PSGouv1 et 2) pour la période 2020-2024, afin d'assurer une juste redistribution des gains de croissance attendus du PND, et un programme pour la Jeunesse (PJGouv 2023-2025), qui comprend une série d'actions prioritaires pour guider les jeunes vers l'autonomie et réduire de la sorte les inégalités intergénérationnelles.**

**La Côte d'Ivoire a bénéficié d'appuis importants de ses partenaires extérieurs au cours de l'année 2022.** Les financements (prêts et dons) de la Banque mondiale ont atteint près de 400 millions de dollars US pour abonder des programmes articulés autour de trois axes : i) le renforcement des filets de sécurité sociale

par l'octroi de transferts monétaires directs aux ménages les plus pauvres ; ii) l'appui au secteur éducatif, en encourageant les élèves à poursuivre leur scolarité et en formant les professeurs ; iii) l'accès à l'eau potable avec la construction d'une dizaine d'usines de traitement des eaux et la pose de conduites de distribution. La Banque mondiale a également présenté en février 2023 un nouveau Cadre de Partenariat-pays (CPF, *Country Partnership Framework*) 2023-2027 axé sur une amélioration du capital humain, une réduction des disparités régionales et un renforcement de la résilience, et la création d'emplois émanant du secteur privé. L'Agence française de développement (AFD) a par ailleurs soutenu le PND 2021-2025 par le biais de deux financements d'un montant cumulé de 330 millions d'euros en 2022. Le premier est destiné à désenclaver les localités rurales du Nord par la construction d'infrastructures routières, et le second vise à améliorer la qualité du service d'assainissement d'eau de Yopougon, commune (du district d'Abidjan) la plus peuplée du pays.

**Face au défi climatique, auquel le poids de son secteur agricole la rend particulièrement vulnérable, la Côte d'Ivoire a émis en mai 2022 une version plus ambitieuse de ses contributions déterminées au niveau national (CDN).** Les CDN (cadre de l'accord de Paris, COP21, 2015) prévoient une réduction des émissions de gaz à effet de serre de plus de 30 % d'ici 2030 et une augmentation de la résilience dans cinq secteurs clés très vulnérables au changement climatique (foresterie, agriculture, ressources en eau, zones côtières et santé). Le gouvernement a adressé au FMI une demande de financement dans le cadre du fonds pour la résilience et la durabilité (FRD ou RST, *Resilience and Sustainability Trust*) pour poursuivre les réformes liées au changement climatique.



## ANNEXE

### Côte d'Ivoire – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2019	2020	2021	2022
<b>Ressources</b>	<b>42 642,1</b>	<b>43 539,0</b>	<b>48 799,6</b>	<b>55 663,7</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>35 095,2</b>	<b>36 252,0</b>	<b>39 821,3</b>	<b>43 681,5</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>7 546,9</b>	<b>7 287,0</b>	<b>8 978,3</b>	<b>11 982,2</b>
<b>Emplois</b>	<b>42 642,1</b>	<b>43 539,0</b>	<b>48 799,6</b>	<b>55 663,7</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>26 899,3</b>	<b>28 756,0</b>	<b>31 290,5</b>	<b>33 978,8</b>
Publique	3 602,3	3 781,6	4 147,2	4 427,5
Privée	23 297,0	24 974,4	27 143,3	29 551,4
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>7 662,6</b>	<b>7 167,0</b>	<b>8 508,9</b>	<b>10 888,9</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>8 080,2</b>	<b>7 616,0</b>	<b>9 000,2</b>	<b>10 796,0</b>
Épargne intérieure brute	8 195,9	7 496,0	8 530,9	9 702,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	533,3	329,0	22,0	- 1 186,2
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>21,8</b>	<b>19,8</b>	<b>21,4</b>	<b>24,9</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	6,5	1,7	7,4	6,7
Déflateur du PIB	1,4	1,5	2,3	2,8
Prix à la consommation, en moyenne	0,8	2,4	4,2	5,2

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Côte d'Ivoire – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
<b>Recettes et dons</b>	<b>5 158,4</b>	<b>5 289,3</b>	<b>6 140,2</b>	<b>6 385,9</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>4 883,5</b>	<b>5 096,0</b>	<b>5 955,6</b>	<b>6 152,2</b>
Recettes fiscales	3 972,3	4 149,2	4 887,0	5 093,8
Recettes non fiscales	678,1	739,9	859,6	834,0
<b>Dons</b>	<b>274,9</b>	<b>193,3</b>	<b>184,6</b>	<b>233,7</b>
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>5 943,8</b>	<b>7 255,1</b>	<b>8 102,1</b>	<b>9 367,8</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>5 943,8</b>	<b>7 255,1</b>	<b>8 102,1</b>	<b>9 367,8</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>4 149,8</b>	<b>4 912,8</b>	<b>5 439,2</b>	<b>5 735,0</b>
Traitements et salaires	1 703,0	1 828,1	1 859,6	2 007,2
Autres dépenses courantes	1 925,9	2 420,9	2 795,1	2 757,5
Intérêts	520,9	663,8	784,5	970,3
<i>Sur la dette intérieure</i>	221,7	273,6	329,6	447,5
<i>Sur la dette extérieure</i>	299,3	390,3	455,0	522,8
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 499,2</b>	<b>1 950,1</b>	<b>2 203,4</b>	<b>3 025,3</b>
Sur ressources intérieures	977,3	1 274,8	1 271,0	1 552,5
Sur ressources extérieures	521,9	675,3	932,4	1 472,8
<b>Dépenses des fonds spéciaux</b>	<b>294,8</b>	<b>392,2</b>	<b>459,5</b>	<b>607,5</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde global base engagements (hors dons)</b>	<b>- 1 060,3</b>	<b>- 2 159,1</b>	<b>- 2 146,5</b>	<b>- 3 215,6</b>
<b>Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup></b>	<b>- 785,4</b>	<b>- 1 965,8</b>	<b>- 1 961,9</b>	<b>- 2 981,9</b>
<b>Solde primaire de base <sup>b)</sup></b>	<b>277,3</b>	<b>- 427,8</b>	<b>29,9</b>	<b>- 165,0</b>
<b>Ajustement base caisse</b>	<b>- 11,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde global base caisse (hors dons) <sup>c)</sup></b>	<b>- 1 071,5</b>	<b>- 2 159,1</b>	<b>- 2 146,5</b>	<b>- 3 215,6</b>
<b>Solde global base caisse (dons compris) <sup>c)</sup></b>	<b>- 796,6</b>	<b>- 1 965,8</b>	<b>- 1 961,9</b>	<b>- 2 981,9</b>
<b>Financement</b>	<b>796,6</b>	<b>1 965,8</b>	<b>1 961,8</b>	<b>2 982,0</b>
<b>Financement intérieur net</b>	<b>250,7</b>	<b>756,8</b>	<b>396,7</b>	<b>917,6</b>
Bancaire	220,4	1 017,1	446,1	773,3
Non bancaire	30,3	- 260,3	- 49,4	144,3
<b>Financement extérieur net</b>	<b>545,9</b>	<b>1 209,0</b>	<b>1 565,1</b>	<b>2 064,4</b>
<b>Ajustement statistique</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dette publique</b>	<b>13 300,2</b>	<b>16 802,3</b>	<b>20 269,8</b>	<b>24 774,3</b>
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	13,9	14,1	15,0	14,1
Dépenses courantes	11,8	13,6	13,7	13,1
Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup>	- 2,2	- 5,4	- 4,9	- 6,8
Dette publique	37,9	46,3	50,9	56,7

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Côte d'Ivoire – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 790,3</b>	<b>- 1 136,4</b>	<b>- 1 593,8</b>	<b>- 2 736,6</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>533,2</b>	<b>329,0</b>	<b>22,0</b>	<b>- 1 186,2</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>1 846,4</b>	<b>1 716,5</b>	<b>1 693,1</b>	<b>622,7</b>
Exportations de biens FOB	7 399,2	7 194,8	8 495,5	10 198,1
<i>dont : cacao en fèves</i>	<i>2 094,9</i>	<i>2 085,5</i>	<i>2 379,5</i>	<i>2 477,6</i>
<i>cacao produits transformés</i>	804,8	886,0	934,6	975,3
<i>pétrole</i>	1 201,7	597,9	891,4	1 442,4
<i>or</i>	631,3	842,2	949,7	1 123,4
<i>anacarde</i>	428,2	487,7	520,4	523,9
Importations de biens FOB	- 5 552,8	- 5 478,3	- 6 802,4	- 9 575,4
Importations de biens CAF	- 6 466,2	- 6 395,0	- 8 062,5	- 10 983,9
<i>dont : produits pétroliers</i>	<i>- 1 315,3</i>	<i>- 1 184,8</i>	<i>- 1 335,5</i>	<i>- 2 834,0</i>
<i>produits alimentaires</i>	- 1 230,2	- 1 323,4	- 1 696,2	- 2 418,3
<i>biens d'équipement</i>	- 1 094,2	- 1 116,2	- 1 405,6	- 1 617,4
<b>Balance des services</b>	<b>- 1 313,2</b>	<b>- 1 387,5</b>	<b>- 1 671,1</b>	<b>- 1 808,9</b>
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 913,4</i>	<i>- 916,7</i>	<i>- 1 260,1</i>	<i>- 1 408,5</i>
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 985,8</b>	<b>- 1 062,8</b>	<b>- 1 240,7</b>	<b>- 1 303,6</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 299,3</i>	<i>- 390,3</i>	<i>- 455,0</i>	<i>- 522,8</i>
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>- 337,8</b>	<b>- 402,6</b>	<b>- 375,1</b>	<b>- 246,9</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>94,4</b>	<b>22,6</b>	<b>10,5</b>	<b>139,2</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>167,5</i>	<i>91,9</i>	<i>92,3</i>	<i>193,8</i>
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 432,1</b>	<b>- 425,2</b>	<b>- 385,7</b>	<b>- 386,2</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>115,0</i>	<i>110,4</i>	<i>164,0</i>	<i>172,2</i>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>105,2</b>	<b>100,4</b>	<b>91,6</b>	<b>40,1</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>- 1 164,2</b>	<b>- 1 641,7</b>	<b>- 2 595,3</b>	<b>- 2 376,3</b>
Investissements directs	- 433,4	- 409,6	- 614,0	- 715,2
Investissements de portefeuille	- 9,6	- 531,7	- 751,5	- 420,1
Autres investissements	- 721,4	- 700,4	- 1 230,6	- 1 240,9
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>83,7</b>	<b>16,6</b>	<b>0,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>2,6</b>	<b>0,0</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>477,7</b>	<b>607,0</b>	<b>1 095,6</b>	<b>- 320,3</b>
<b>Taux de couverture <sup>a)</sup></b>	<b>107,1</b>	<b>104,5</b>	<b>100,2</b>	<b>90,1</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 2,3</b>	<b>- 3,1</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 6,3</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>2,8</b>	<b>- 0,7</b>

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

### Côte d'Ivoire – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
Court terme	4 346	2 396	3 920	4 373
Moyen terme	2 714	2 747	3 501	4 204
Long terme	239	257	518	622
<b>Total</b>	<b>7 299</b>	<b>5 400</b>	<b>7 940</b>	<b>9 199</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

### Côte d'Ivoire – Principaux postes comptables du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2020	2021	2022	Passif	2020	2021	2022
Opérations de trésorerie et interbancaires	2 114	3 009	3 141	Opérations de trésorerie et interbancaires	2 571	2 451	3 460
Opérations avec la clientèle	8 709	9 689	11 096	Opérations avec la clientèle	11 618	13 985	15 629
Opérations sur titres et diverses	4 735	5 340	6 736	Opérations sur titres et divers	534	521	644
Valeurs immobilisées	476	505	608	Provisions, fonds propres et assimilés	1 311	1 604	1 848
<b>Total</b>	<b>16 034</b>	<b>18 561</b>	<b>21 581</b>	<b>Total</b>	<b>16 034</b>	<b>18 561</b>	<b>21 581</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

### Côte d'Ivoire – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>62,4</b>	<b>59,7</b>	<b>54,4</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>17,1</b>	<b>19,8</b>	<b>19,9</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>28,0</b>	<b>34,7</b>	<b>35,7</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>9,3</b>	<b>9,0</b>	<b>7,7</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>3,5</b>	<b>3,3</b>	<b>2,5</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>64,6</b>	<b>65,6</b>	<b>69,3</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2020	2021	2022
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>1 466</b>	<b>1 541</b>	<b>2 249</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	15	15	17
Produits sur opérations avec la clientèle	752	834	943
Produits sur opérations sur titres et diverses	232	269	310
Produits sur opérations de change	430	373	921
Produits sur opérations hors bilan	19	19	25
Produits sur prestations de services financiers	16	20	27
Autres produits d'exploitation bancaire	8	16	10
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	6	4	3
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>665</b>	<b>636</b>	<b>1 221</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	63	57	69
Charges sur opérations avec la clientèle	187	219	239
Charges sur opérations sur titres et diverses	14	12	17
Charges sur fonds propres et assimilés	4	2	3
Charges sur opération de change	384	329	870
Charges sur opérations hors bilan	1	1	2
Charges sur prestations de services financiers	8	10	15
Autres charges d'exploitation bancaire	4	6	6
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>801</b>	<b>905</b>	<b>1 028</b>
4. Produits accessoires nets	55	81	62
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>856</b>	<b>985</b>	<b>1 089</b>
6. Frais généraux	447	489	505
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	54	50	54
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>356</b>	<b>446</b>	<b>531</b>
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	115	97	119
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	6	4	3
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>247</b>	<b>352</b>	<b>415</b>
12. Résultat exceptionnel net	7	2	5
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	29	41	53
<b>15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>225</b>	<b>314</b>	<b>367</b>

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	<b>11,6</b>	<b>12,7</b>	<b>13,1</b>
<b>Rapport de liquidité</b>	<b>104,7</b>	<b>106,2</b>	<b>105,1</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2020	2021	2022
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	85	93	93
Ratio de fonds propres (Common Equity Tier 1) ( $\geq 7,5$ %)	85	89	93
Ratio de fonds propres de base (T1) ( $\geq 8,5$ %)	85	89	93
Ratio de solvabilité global ( $\geq 11,25$ %)	85	89	93
Norme de division des risques ( $\leq 35$ %)	67	63	67
Ratio de levier ( $\geq 3$ %)	85	93	93
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	93	89	93
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ( $\leq 15$ % FPB (T1))	93	93	93
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ( $< 15$ % FPB (T1))	85	89	93
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ( $< 100$ % FPB (T1))	93	93	93
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ( $< 20$ % FPE)	85	93	93
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ( $\geq 50$ %)	85	74	89
Coefficient de liquidité ( $\geq 50$ %)	85	78	85

Note: Normes applicables en 2022. Le passage aux normes de Bâle II et Bâle III se traduit notamment par une augmentation de certains seuils en vigueur pendant la période de transition courant de 2019 jusqu'en 2023, suivant le calendrier révisé par la décision 019 06/26/2020/CE/UMOA.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.